

Régionales 2010

LE 14 MARS
JE VOTE

Ensemble



**pour une Région à gauche,
solidaire, écologique et citoyenne**

**FRONT
DE GAUCHE**

Régionales 2010

Liste conduite par **Christian Picquet**



Christian Picquet

tête de liste régionale en Midi-Pyrénées

A gauche, vraiment !

Le 14 mars, le vote pour la liste « Ensemble » est le moyen le plus sûr de mettre un coup d'arrêt à la dégradation des conditions de vie et de construire des alternatives solidaires, écologiques et citoyennes.

Il y a urgence à stopper ce gouvernement qui donne la priorité absolue à la finance et aux profits contre les salaires, les pensions, l'emploi stable et l'environnement. Il dépèce nos services publics et abandonne territoires et populations à la logique brutale de la concurrence et du chacun pour soi. Loin de s'attaquer à la crise sociale, il l'amplifie.

Face à cette violence, nous sommes de ceux qui résistent aux plans de licenciements, aux délocalisations, aux privatisations, aux coups portés à la santé, à l'école, aux libertés. Nous sommes la gauche qui ne se résigne pas, qui fait de la solidarité, de l'intérêt général, de la citoyenneté, les fondements d'une société humaine.

Notre liste est composée de défenseurs inflexibles de l'intérêt général. D'élus locaux, de syndicalistes, d'écologistes, de socialistes, de communistes, de républicains, de militants associatifs, d'alter mondialistes, de féministes. Elle rassemble la gauche réelle, celle des combats pour un futur solidaire et écologique. Initiée par le Front de gauche, élargie à des mouvements de la gauche antilibérale, notre liste est unitaire plutôt que solitaire, elle veut changer la vie.

Pour imposer de nouveaux choix politiques, le partage des richesses, les solidarités, la planification écologique, il faut battre la droite et changer la gauche. Une partie de la gauche est malade de ne pas rompre avec la logique du capitalisme et du productivisme, qui a conduit à la crise économique, sociale et écologique actuelle.

L'élection régionale est une élection à deux tours. Le 14 mars votons pour la liste conduite par Christian Picquet. Au second tour, nous œuvrerons au rassemblement de la gauche pour remporter l'élection et gagner des élus qui vous défendront et appliqueront notre programme au Conseil régional.

Dimanche 14 mars, vous avez le pouvoir de choisir. En votant pour les candidats de notre liste, vous donnerez de l'ambition à la gauche et à notre région.

“ **Nous sommes
la Gauche...
Engagée pour
changer la vie
avec vous !** ”



www.midi-pyrenees.ensembleagauche.fr

Une région toujours plus à gauche, engagée à vos côtés

Sous l'impulsion de nos 11 élus sortants, la Région Midi-Pyrénées a réalisé beaucoup de choses positives, par exemple dans les secteurs des transports collectifs (gratuité, investissements, maintien des lignes) ou des lycées. Mais les Régions n'ont pas globalement porté l'opposition aux politiques libérales.

L'enjeu de ces élections n'est pas le bilan. Il faut maintenant être à la hauteur des urgences et des ravages causés par la crise du capitalisme. Les politiques régionales doivent répondre aux attentes sociales, écologiques et démocratiques. Les Régions doivent devenir un point d'appui pour le changement dont notre pays a besoin. Nous avons cette ambition en Midi-Pyrénées et à l'échelle nationale.

■ **Notre ambition pour Midi-Pyrénées est celle d'une région émanicipatrice au service du progrès humain.** L'action régionale doit dorénavant permettre de protéger les citoyens par la mise en place d'un bouclier social, territorial et écologique. Nous plaçons au Cœur de notre programme l'emploi stable, l'écologie, la jeunesse, l'égalité entre les territoires, les services publics.

■ **Nous appliquerons une préférence sociale et environnementale dans toutes nos politiques.** Par exemple, nous supprimerons les subventions aux entreprises qui licencient ou dégradent l'environnement alors qu'elles génèrent des profits, pour en accorder à celles qui répondent à une utilité sociale, territoriale et environnementale.

■ **Nous concentrerons les fonds régionaux sur les secteurs publics,** en particulier concernant l'éducation et la formation professionnelle. Dans les transports, nous refuserons les mises en concurrence du transport de voyageurs et du fret et exigerons un moratoire sur la fermeture des lignes SNCF.

■ **Nous proposons de rompre avec la logique de compétition entre nos territoires** qui génère toujours plus d'inégalités et de lui substituer une logique de coopération, de solidarité et d'égalité des droits.

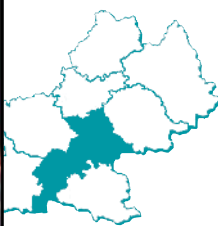
■ **Notre projet implique la participation citoyenne comme levier de l'action publique et une autre pratique du pouvoir régional.**

Comment par exemple mettre en œuvre un service public de la formation continue quand des directives européennes imposent leur marchandisation ?

La région peut et doit s'opposer au nom de l'intérêt général aux directives européennes qui imposent aux collectivités locales le principe de concurrence libre et non faussée nettement rejeté par le peuple français en 2005.



Pierre Lacaze



Le 14 mars, je vote liste Ensemble, Front de Gauche

Pour la retraite à 60 ans à taux plein

La droite veut supprimer la retraite à 60 ans, grand progrès que la gauche et le mouvement ouvrier ont apporté à notre pays. La retraite est une des conditions de l'emploi des jeunes et de la résorption du chômage. Les déclarations du Parti Socialiste et d'Europe-Écologie, acceptant la retraite à 62 ans et l'allongement de la durée des cotisations ont été désastreuses et ont constitué un terrible encouragement aux appétits de la droite et des profiteurs qui veulent faire main basse sur nos retraites.

La retraite à 60 ans par répartition et **une pension décente pour tous** peuvent être largement financées en taxant les revenus financiers. **A coup sûr, le résultat des élections régionales comptera dans le rapport de force sur les retraites !**

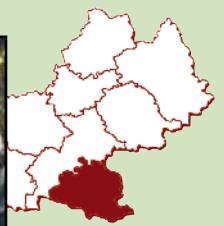
Pour agir à Gauche, pas de dérive à droite !

Nous refusons l'alliance recherchée nationalement par le PS et Europe-Écologie avec le Modem, parti de droite dont le programme est incompatible avec l'intérêt général, la justice fiscale et la défense des services publics. Comment être d'accord avec sa proposition de combler le déficit de l'État par une augmentation de la TVA ?

Votez pour la gauche qui défend les couches populaires.



Lyliane Cassan



priorité à l'emploi et au pouvoir d'achat

La logique de la spéculation financière a affaibli l'ensemble de l'industrie française et provoqué l'explosion du chômage et de la précarité. Les crédits bancaires sont rationnés pour les PME/PMI alors qu'ils coulent à flots pour la spéculation et les délocalisations. Nous proposons de réorienter 150 millions d'euros autour d'un objectif précis : le pouvoir d'achat et la relocalisation de l'économie au service de l'emploi, de nos territoires et de l'environnement.

Dès maintenant, nos propositions permettent aux Régions de résister à ce gâchis :

Pour la solidarité et l'équilibre des territoires

Nous refusons la logique des pôles de compétitivité qui pousse à mettre en concurrence les activités industrielles et les territoires. Face à cette situation, nous proposons une politique de coopération et de soutien aux PME/PMI qui représentent 90 % du tissu industriel régional. Il existe des secteurs industriels à fort potentiel de développement, comme le développement durable et les énergies renouvelables. La Région soutiendra ces secteurs d'activité qui doivent participer à l'équilibre économique du territoire régional.

Création d'un Fonds Régional pour l'Emploi et la Formation

Mise en place d'un Fonds Régional pour l'Emploi et la Formation (FREF)

Il ne s'agit pas de distribuer des subventions aux entreprises comme c'est le cas actuellement, mais d'utiliser ce fonds public pour prendre en charge les intérêts des crédits bancaires des PME/PMI, à condition qu'elles investissent dans l'emploi, les salaires, la formation et la recherche. Ce fonds constituera un levier pour orienter l'argent des banques vers l'emploi et non vers la spéculation.

Le contrôle des fonds publics

pour l'intérêt de tous. Le contrôle doit être une responsabilité politique de l'exécutif de la Région. Tout fonds alloué pour développer l'emploi, n'étant pas effectivement consacré à cet objectif devra être remboursé. Il faut organiser en amont des décisions d'attribution de fonds publics aux entreprises, la consultation des organisations syndicales. Ceci implique la création, au niveau de l'institution régionale, d'une structure paritaire composée d'élus et des organisations syndicales, pour l'attribution des fonds publics et le contrôle de leur utilisation.

Nous proposons :

- 150 millions pour la relocalisation de l'emploi et le pouvoir d'achat
- Soutien aux PME/PMI, à l'artisanat, au commerce de proximité
- Les subventions pour l'emploi et les salaires et non pour la rémunération des actionnaires
- Remboursement des aides publiques par les entreprises qui délocalisent ou licencient alors qu'elles génèrent des profits
- Reconversion écologique et sociale des activités en déclin.



Guy Pavan



Marie-Claude Bouyssi

pour une agriculture paysanne

L'agriculture n'est pas une marchandise. Sa mission première est de nourrir les hommes, elle doit être organisée, soutenue et non livrée aux règles libérales de l'OMC.

Le droit au revenu des agriculteurs doit être garanti. Nous favoriserons le maintien des services publics dans les zones rurales.

Nous défendons la souveraineté alimentaire et une agriculture paysanne, respectueuse de l'environnement :

- Création d'un établissement Public Foncier pour l'aide au maintien et à l'installation des agriculteurs
- l'accès de tous, restauration collective comprise, à des produits de qualité (agriculture raisonnée, AOC, bio, labels, sans OGM...)
- l'aide aux circuits courts (producteurs- consommateurs) et à la transformation locale des productions par la réutilisation locale du MIN et le retour à des coopératives à taille humaine
- la gestion démocratique de l'eau permettant une agriculture de qualité grâce à une irrigation raisonnée.
- le soutien d'urgence pour les productions en crise.



Martine Pérez



Pour un plan écologique régional

La catastrophe écologique avance et nos dirigeants n'ont pris aucune mesure pour l'empêcher au sommet de Copenhague. En France, Nicolas Sarkozy, malgré une censure du Conseil Constitutionnel veut appliquer la taxe carbone au 1er juillet. Cette taxe, proposée par le socialiste Michel Rocard, frapperait durement les ménages dont les dépenses en transport et en chauffage sont des dépenses contraintes. Avec ce type de mesure, écologie rime avec passage à la caisse et baisse de la qualité de vie et non avec intérêt général, service public et solidarité.

Nous ne partageons pas l'idée exprimée par D. Cohn-Bendit et Europe Écologie selon laquelle l'écologie politique serait compatible avec le libéralisme ou se situerait au-delà du clivage droite-gauche. Sauver le climat et la planète de la catastrophe écologique nécessite de rompre avec la logique du productivisme et du libéralisme.

Nous proposons une planification écologique: notre région doit s'engager dans la préservation des ressources naturelles et la réduction des gaz à effet de serre.

Cette action se traduira: par le soutien à la relocalisation d'une économie utile à la vie courante et à l'alimentation, par le choix de construire et rénover à basse consommation d'énergie, par la mobilisation en faveur du fret et des transports en



commun renforcés pour organiser des alternatives à la voiture et au camion, par le travail de valorisation des déchets utiles.

L'eau est un bien commun auquel l'accès doit être garanti par le service public pour éviter les gaspillages induits et la hausse des tarifs d'une gestion assurée par le privé. Nous proposons que la région mette en place une structure régionale afin d'inciter et aider les communes à gérer l'eau en régie publique. De nouvelles politiques pourront être mises en œuvre, notamment sur le plan tarifaire: premiers mètres cubes gratuits, tarif progressif et péréquation tarifaire afin de garantir l'égalité entre les citoyens.

La région doit refuser la privatisation des barrages hydro-électriques, décidée par la commission européenne et organisée par le gouvernement. Des appels d'offre sont déjà lancés, entre autres sur les rivières Lot et Tuzères. Seul le service public peut assurer ici sécurité, emploi et respect de l'environnement.

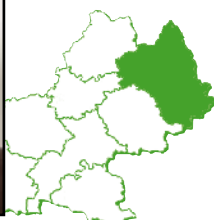
L'agriculture de proximité, de qualité, assurant un revenu digne aux paysans, respectueuse des sols et de l'environnement doit être la priorité de la région face à l'agriculture intensive et à la baisse des prix.

Nous proposons:

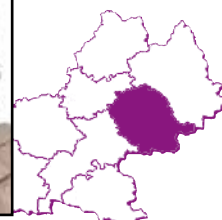
- Mise sous critères environnementaux des financements régionaux
- Création d'une structure régionale pour la gestion publique de l'eau
- Mise en place d'un réseau régional des AMAP et des circuits courts de distribution
- Création d'un droit d'alerte citoyen pour une assistance juridique et politique contre les projets anti-écologiques
- Soutien massif au fret ferroviaire et aux alternatives au tout routier



Guilhem Serieys



Jeanne Jimenez



« Si le climat était une banque, vous l'auriez déjà sauvé! »

Hugo Chavez, Président du Venezuela
A l'intention des pays du Nord, à la tribune du sommet de Copenhague

Favoriser l'Économie Sociale et Solidaire

C'est une économie créatrice d'emplois puisque, dans notre région, elle représente plus de cent mille emplois par la mise en place de SCOP (Société Coopérative de Production), de SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif), d'associations solidaires, dans lesquelles les salariés sont les actionnaires majoritaires et ont le pouvoir de décision. Nous proposons le développement d'outils régionaux de promotion, de formation et de soutien financier, en coopération avec les Unions régionales SCOP.



Marie-Pierre Vieu



aménagement équilibré des territoires

Les services publics sont un facteur essentiel de réduction des inégalités, d'aménagement du territoire, et de l'égalité républicaine.

Nous voulons que chaque midi-pyrénéen qu'il habite à Toulouse, dans les contreforts des Pyrénées ou de l'Aubrac ait accès aux services fondamentaux, à qualité égale et au moindre coût grâce à la péréquation.

L'ambition du gouvernement est d'achever la marchandisation des services publics et leur mise en concurrence. Santé, poste, transport, formation, énergie... tous sont attaqués au nom des directives européennes. Avec ces choix, les inégalités sociales et territoriales progressent.

Les Régions doivent être des bases de résistance, de conquête, de reconquête et de modernisation des services publics.

Le droit pour tous à des services de qualité, au développement économique et au désenclavement doit être à la base de l'action publique. La politique régionale ne doit pas rester prisonnière de l'Etat qui se décharge, réforme après réforme, de ses missions et se contenter de gérer les conséquences des transferts. Dynamiser la métropole régionale et les zones urbaines dans chaque département doit se concilier avec un effort plus important pour la ruralité.

La solidarité et la péréquation permettront de lutter contre l'abandon des quartiers populaires et des zones rurales les plus pauvres. La région doit refuser la suppression des financements croisés que la droite veut imposer, ils permettent de soutenir la réalisation d'équipements publics et l'existante de services publics locaux (médiathèques, maison de santé, équipements sportifs...). En particulier nous proposons d'accélérer le plan de résorption des zones blanches, pour que partout l'accès à internet haut débit soit possible.

Trois objectifs pour notre action à la Région :

■ **Sortir les services publics des logiques marchandes**, en nous opposant avec les syndicats, les associations, les salariés et les usagers aux privatisations et fermetures annoncées.

■ **Reconquérir, moderniser les services publics, en créer de nouveaux** : le logement social, les grandes infrastructures, la santé, la formation, l'eau... qui sont des biens communs et répondent à des besoins vitaux doivent être gérés par le public.

■ **Participation citoyenne à la gestion des services publics** : les citoyens doivent avoir non seulement comme usagers et salariés leur mot à dire sur la gestion mais des droits pour décider de l'avenir et de l'organisation de nos services publics.

Pour cela nous proposons de créer des Conseils territoriaux de défense et de promotion des services publics pour rendre effective l'intervention citoyenne.



Éric Ferrères



Charles Marziani



Le transport, c'est public !

Le transport ferré de voyageurs est une compétence centrale de la Région

Sous l'impulsion de nos élus, le service public avec la SNCF comme opérateur unique (la convention SNCF/Région garantit le service par la SNCF jusqu'en 2018) a été maintenue. La gratuité pour les chômeurs et Rmistes, des tarifs réduits pour le domicile-travail, les jeunes et étudiants assurés. La modernisation du réseau et du parc de matériel a été assurée.

Ces acquis ne doivent pas masquer les enjeux nouveaux : l'ouverture à la concurrence voulue par Bruxelles et le gouvernement français.

Face à ces défis les Régions doivent agir pour que la SNCF reste le seul opérateur des TER et leur seul interlocuteur pour le service public de transports régionaux.

La Région Midi-Pyrénées :

■ engagera des actions coordonnées des Régions avec les cheminots et les usagers pour construire un rapport de force national afin que l'État finance la SNCF pour les missions de service public, voyageur et fret.

■ **prendra l'initiative d'Assises du Fret, pour élaborer et porter des propositions en direction de la SNCF et de l'État. Elle définira des exigences de transfert sur rail des marchandises et engagera son poids politique avec les populations pour les faire avancer auprès du gouvernement et des instances européennes.**

■ créera avec les autres régions, une structure de concertation permanente, pour coordonner les dessertes, les tarifs et le niveau de service.

■ **remettra à plat les tarifs**, (salariés, jeunes, étudiants, familles, précaires, demandeurs d'emploi...), favorisera de nouveaux usages (loisirs, groupes, heures creuses...), ouvrira une large concertation sur les gratuités.

■ **instituera la gratuité pour les jeunes en formation et proposera d'aller vers la gratuité pour les salariés avec la participation des entreprises.**



Éducation et Formation : priorité au public

Au fil des réformes, la droite diminue le périmètre du service public: maternelle, université, enseignement professionnel et technologique. Il y a la volonté de soumettre le système éducatif aux exigences du privé. Le gouvernement et le patronat veulent faire payer aux parents la formation, ce n'est pas acceptable. Nous proposons dans l'enseignement général, technologique et professionnel de privilégier systématiquement **l'école publique et laïque**.

Nos élus sortants ont œuvré à construire de nouveaux lycées et améliorer les conditions d'études des lycéens. **Nous voulons engager la région dans une riposte sans précédent pour refuser les réformes en cours et le désengagement de l'État.** La région renforcera l'entretien et la construction de qualité pour les lycées. En contrepartie, nous exigerons le maintien des postes d'enseignants et une carte des formations concertées pour assurer de meilleures conditions d'études et de réussite à nos jeunes dans chaque établissement.

Nous nous opposerons à la décentralisation d'une partie du personnel, à la privatisation des services dans les établissements et garantirons la qualité des emplois TOS. Le lycée professionnel doit rester dans le service public national.

Assurer la gratuité de l'éducation, les fournitures scolaires pour les lycéens et les équipements pour les apprentis seront pris en charge par la région. Une tarification progressive pour un repas équilibré par jour pour chaque lycéen ou apprenti, gratuit pour les plus faibles revenus.

Formation professionnelle: l'exigence d'un nouveau service public.

Nous voulons élever le niveau de qualification de nos jeunes et des salariés, réduire les inégalités scolaires et maintenir le caractère national des diplômes. Il faut démocratiser, simplifier l'accès à la formation pour le plus grand nombre. La Région devra impulser un travail de coopérations nouvelles avec les organisations professionnelles et les syndicats pour la formation des salariés. Nous refusons que les formations soient des marchandises et proposons un nouveau service public de la formation professionnelle avec la mise en cohérence des politiques de formation des différents acteurs.

Enseignement supérieur et recherche: le droit à la réussite de tous les jeunes

Nous refusons la loi LRU qui vise à satisfaire les exigences des intérêts privés en mettant sous tutelle les universités par la recherche de financements locaux. La Région s'opposera à ces exigences de rentabilité. La part de financement de l'État ne doit plus être transférée au local, de même pour la recherche.

Nous encouragerons la recherche sur des projets qui aident à agir pour le développement de notre territoire. Nous dénonçons comme dans le cas de Freescale les aides aux bureaux de recherches privés de grands groupes qui licencient.



Maurice Salles

Pour faire le pari de la jeunesse

Avec un taux de chômage de près de 30 % et une précarité grandissante, les jeunes semblent condamnés à une existence plus difficile que la génération de leurs parents. Avec le Front de gauche, refusons cet horizon!

La Région doit s'engager résolument pour la création d'un statut social de la jeunesse et doit créer nationalement une allocation d'autonomie pour tous les jeunes en formation.

La gratuité des transports collectifs sera assurée pour tous les jeunes en formation.

D'ores et déjà, des mesures régionales seront prises pour l'accès au logement, à la formation, à la santé, au permis de conduire et à la culture.

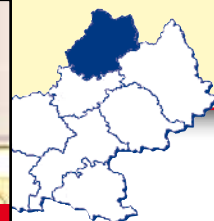
Notre politique économique régionale permettra de lutter contre l'emploi précaire des jeunes et faciliter leur embauche en CDI.

Nos propositions :

- **Assurer la gratuité des transports collectifs**
- **Favoriser l'autonomie sociale de la jeunesse**
- **Refuser l'emploi précaire par la promotion du CDI pour les jeunes**



Anne Laporterie



Pour une Région solidaire

Chaque Midi Pyrénéen doit avoir accès aux services publics, qu'il habite à Toulouse ou dans les contreforts de l'Aubrac. Les services publics sont un facteur essentiel de réduction des inégalités et d'aménagement du territoire. Les inégalités sociales mais aussi territoriales sont en forte progression dans notre pays. Nous entendons nous battre pour que l'État assure à tous le droit à des services publics de qualité, notamment pour la santé, le logement, la Petite Enfance et les services à la personne.

Le droit à la santé pour tous

La loi Bachelot c'est la volonté de fermer les hôpitaux pratiquant moins de 1500 opérations par an. Cette décision brutale créera de véritables déserts sanitaires. Les élus de la Région au sein des Conseils d'Administration des hôpitaux publics, aux côtés des salariés et des usagers, s'opposeront fermement à cette réforme. Le rôle de la Région est essentiel pour lutter contre les déserts médicaux en zones rurales et périurbaines. Nous proposons la création de Chambres Territoriales de Santé, tripartites (élus, usagers et professionnels.) Elles recenseront les besoins de santé, détermineront la réponse à y apporter dans le cadre de la cohérence nationale, contrôleront la mise en œuvre des réponses en alliant proximité dans le maillage du territoire régional et qualité des soins.

Le logement: un toit c'est un droit!

Nous réaffirmons que l'accès à un logement de qualité pour tous est un droit constitutif du service public national que nous voulons construire. Nous mettrons en place un Office Foncier Régional, outil de maîtrise foncière, en coopération avec les autres collectivités territoriales. Cet office aura une politique



Monique Marconis

incitative de constructions de logements sociaux et de respect de l'équilibre entre terrains constructibles et terrains agricoles.

Contre la réforme territoriale

Le projet de loi sur la Réforme territoriale n'est ni une réforme technique ni une réforme de « simplification », il s'agit ni plus ni moins d'un démantèlement sans précédent de l'organisation de notre République. **Ce projet porte atteinte à la démocratie.** La droite veut toujours plus éloigner les populations des lieux de décisions, pour limiter la démocratie populaire. La suppression de la Taxe professionnelle implique l'augmentation des impôts locaux payés par les ménages. Nous défendrons une VI^e République, appuyée sur la démocratie locale, l'autonomie des collectivités locales et la fonction publique territoriale.

Pour la paix et la solidarité internationale

Nous développerons les coopérations existantes en insistant sur les domaines du développement durable, de l'agriculture paysanne vivrière et d'aide au développement des pays du Sud comme actuellement avec le Vietnam et le Sénégal.

Sur le plan politique, nous renforcerons les initiatives, soutiens et coopérations avec le peuple palestinien en lutte pour son droit à l'existence et à la souveraineté. Nous dénoncerons les accords avec l'État d'Israël, qui par sa politique d'occupation remet en cause les droits nationaux des Palestiniens. Nous agirons pour la Paix et demanderons l'adhésion de Midi-Pyrénées à l'Association Française des communes, départements et régions pour la Paix (branche française de l'association internationale « Mayors for Peace. »)



La Culture pour l'épanouissement et l'émancipation

Notre combat est celui d'un choix de civilisation reposant sur la capacité de la personne humaine à penser, à agir, à s'émouvoir, de pouvoir aussi s'émanciper par les arts, les sciences, la réflexion pour devenir un citoyen éclairé, exigeant et ouvert.

Le capitalisme veut marchandiser l'ensemble des activités humaines et réduire l'intervention publique. La droite, par la réforme des collectivités territoriales veut retirer aux collectivités locales la compétence générale qui leur permet de s'engager en faveur de la culture. Ce serait la mort annoncée de milliers de compagnies, d'associations et de lieux culturels; le chômage des artistes et intermittents.

Nous avons deux défis à relever: l'égalité républicaine et la transformation sociale.

L'Etat républicain doit conforter un véritable service public national et décentralisé de la culture; la politique régionale doit irriguer les territoires et renforcer trois chantiers essentiels:

- la création et l'exigence artistique par le soutien aux artistes, aux compagnies et aux lieux.
- la démocratisation tarifaire et l'appropriation populaire des œuvres et des pratiques avec la médiation culturelle et associative.
- la promotion de la diversité culturelle par la valorisation de toutes les esthétiques et des expressions de l'humanité.



Jean-Christophe Sellin



la démocratie citoyenne, une nouvelle pratique politique de vos élus

Nous proposons ainsi que les grands choix budgétaires émanent d'un vaste débat public, d'un mécanisme d'élaboration participative. Nous proposons d'impliquer systématiquement les organisations syndicales et les associations à l'élaboration et la discussion des grandes questions régionales. Les acteurs sociaux syndicaux, associatifs, élus de terrain, populations doivent être associés aux décisions et au contrôle de leur mise en œuvre.

Notre démarche trouve sa cohérence dans un changement radical du rapport de l'institution régionale aux citoyens, aux salariés, aux usagers. Il ne suffit pas d'informer la population des choix effectués en dehors d'elles. Il ne suffit pas de mettre en œuvre des procédures de « concertation », dans lesquelles les projets

arrivent ficelés. Il est temps de remettre les citoyens aux postes de commande, d'en faire les acteurs et actrices de leur destin. Des élus Front de Gauche porteront dans l'institution régionale cette double volonté, agir pour des politiques en région qui aident concrètement les populations à mieux vivre et animer une action démocratique et politique qui participe à un renouveau de la gauche dans le pays.

pour une région à gauche et féministe

Les femmes sont les premières victimes de la crise économique et du retour à « l'ordre moral », il faut donc aller plus loin pour lutter contre les inégalités sociales, économiques, politiques et culturelles.

Notre politique régionale veillera au respect des droits avec un égal accès pour toutes et tous, aux soins, à la contraception, à l'avortement, par

une information adaptée et le développement de structures répondant à ces besoins.

Elle soutiendra notamment les associations de planning familial et défendra le maintien des services hospitaliers de proximité qui pratiquent l'IVG. Elle confortera les associations luttant contre toutes les violences faites aux femmes.

Les aides régionales aux entreprises et aux formations seront conditionnées au respect de l'égalité femmes / hommes sur le plan salarial.

La région incitera les femmes à investir des formations encore trop masculines.

La région s'opposera fermement à l'instauration du scrutin uninominal à un tour prévu dans la réforme territoriale qui sonnerait le glas de la parité. Elle veillera à ce que les femmes puissent prendre toute leur place dans tous les espaces de démocratie que la Région créera.

Meeting à Toulouse **Lundi 8 Mars 2010**

A 20h30 - **Salle Jean Mermoz** - Ile du Ramier

Christian Picquet - Hind Houry

Patrice Bessac - Jean-Luc Mélenchon

